

[illegible]

COMMUNICATION A LA PRESSE

P. 82/91

DECLARATION SUR LA YUGOSLAVIE

(Réunion Ministérielle Extraordinaire

Bruxelles, 27 août 1991)

La Communauté et ses Etats membres déplorent l'augmentation de la violence en Croatie. Ils rappellent à ceux qui en sont responsables leur détermination à ne jamais reconnaître des changements de frontières qui n'auraient pas été agréés par des moyens pacifiques et par voie d'accords. Les forces irrégulières serbes comettent une erreur profonde en essayant de régler par des moyens militaires les problèmes qu'ils s'attendent à rencontrer dans le nouvel ordre constitutionnel. Il est encore plus inquiétant de devoir constater que, comme cela ne peut plus être nié, des éléments de l'armée nationale yougoslave apportent leur concours actif au côté serbe. La Communauté et ses Etats membres lancent un appel à la Présidence fédérale pour qu'elle mette fin immédiatement à l'usage illégal des forces sous son commandement.

La Communauté et ses Etats membres n'accepteront jamais une politique de fait accompli. Ils sont déterminés à ne pas reconnaître des changements de frontières par la force et ils encourageront les autres à ne pas l'accepter non plus.

Des conquêtes territoriales qui ne seraient pas reconnues par la communauté internationale n'assureront jamais le type de protection légitime à laquelle tous en droit dans la nouvelle Yougoslavie. Une telle protection ne pourra voir le jour que par des négociations fondées sur le principe du respect absolu des droits de tous où qu'ils vivent en Yougoslavie.

La Communauté et ses Etats membres lancent un appel à la Serbie pour qu'elle renonce à ses objections quant à l'extension des activités de leur mission de contrôle en Croatie. Les événements récents ont démontré que, sans un cessez-le-feu complet et effectif, et la présence impartial de vérificateurs étrangers, la situation en Yougoslavie ne pourra être suffisamment stabilisée pour permettre la tenue de négociations productives.

Compte tenu de la détérioration de la situation en Yougoslavie, la Communauté et ses Etats membres ont chargé la

Présidence de demander au Président du Comité des Hauts Fonctionnaires de la CSCE d'avancer la réunion supplémentaire de ce Comité, agréée lors de la seconde réunion d'urgence du 9 août 1991, au début du mois de septembre.

La Communauté et ses Etats membres ne peuvent pas rester indifférents face à l'augmentation journalière de la violence et ses conséquences qui se développe chaque jour en Croatie. Un accord sur le contrôle du cessez-le-feu et le maintien de celui-ci doit permettre à la Communauté et ses Etats membres de convoquer une Conférence de Paix et de mettre en oeuvre une procédure d'arbitrage.

Cette Conférence de Paix réunira :

- pour la partie yougoslave, la Présidence fédérale, le Gouvernement fédéral et les Présidents des Républiques.
- le Président du Conseil, des Représentants des Etats membres et de la Commission.

Dans le cadre de cette Conférence de Paix la procédure d'arbitrage sera mise en oeuvre comme suit : les autorités responsables soumettront leurs différends à l'arbitrage d'une Commission de cinq membres choisis parmi les Présidents des Cours Constitutionnelles existant dans la Communauté. La composition de la Commission d'arbitrage sera la suivante :

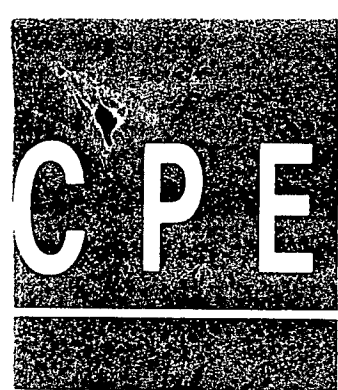
- deux membres désignés à l'unanimité par la Présidence fédérale;
- trois membres désignés par la Communauté et ses Etats membres.

A défaut d'accord sur les membres à désigner par la Présidence fédérale, ils seront nommés par les trois membres choisis par la Communauté.

Cette Commission d'arbitrage rendra sa décision dans un délai de deux mois.

A défaut, pour le 1er septembre 1991, d'un accord sur le contrôle du cessez-le-feu et le maintien de celui-ci, ainsi que sur la Conférence de Paix, la Communauté et ses Etats membres envisageront des mesures additionnelles, y compris une action internationale. A cet effet il convoqueront une réunion à laquelle seront invités les Présidents et les Représentants au sein de la Présidence fédérale des Républiques qui soutiennent ces deux mesures. Le Premier Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement fédéral seront également invités à cette réunion.

La Présidence a dépêché en Yougoslavie un envoyé spécial chargé de clarifier la position des Douze à ce propos. Ceux des Etats membres qui sont au Conseil de Sécurité porteront la présente déclaration à l'attention de celui-ci.



COOPERATION POLITIQUE EUROPEENNE

COMMUNICATION A LA PRESSE

P. 81/91

DECLARATION SUR LES ETATS BALTES

(Réunion Ministérielle Extraordinaire de CPE,
Bruxelles, le 27 août 1991)

La Communauté et ses Etats membres accueillent chaleureusement la restauration de la souveraineté et de l'indépendance des Etats baltes qu'ils avaient perdues en 1940. Ils ont toujours considéré les parlements et gouvernements démocratiquement élus de ces Etats comme les représentants légitimes du peuple balte. Ils lancent un appel en vue de négociations ouvertes et constructives entre les Etats baltes et l'Union soviétique pour résoudre les questions pendantes entre eux.

Le temps est désormais venu, après plus de cinquante ans, pour les Etats baltes de reprendre leur place légitime parmi les nations d'Europe. En conséquence, la Communauté et ses Etats membres confirment leur décision d'établir sans délai des relations diplomatiques avec ces Etats. Les mesures d'exécution seront prises individuellement par les Etats membres.

La Communauté et ses Etats membres souhaitent que les Etats baltes deviennent rapidement membres de toutes les organisations internationales pertinentes, tels que les Nations Unies, la CSCE et le Conseil de l'Europe et qu'ils participent à leurs travaux.

La Communauté et ses Etats membres soulignent leur engagement à apporter leur soutien aux Etats baltes dans leur développement économique et politique. La Commission explorera toutes les voies d'une coopération économique entre la Communauté et les Etats baltes et fera sans tarder des propositions à cet effet.

La Communauté et ses Etats membres invitent cordialement les Ministres des Affaires étrangères des Etats baltes à prendre part à leur prochaine réunion au début du mois de septembre.

RAPID

Date : 91/08/28 Ref : BIO/91/266/1 152 lignes 2/11

CONSEIL EXTRAORDINAIRE COOPERATION POLITIQUE - LA HAYE, 27 AOUT 1991

La réunion des ministres des Affaires étrangères a commencé à 16h00' et a traité les points suivants :

- les Pays Baltes,
- les relations avec l'Union soviétique et les Républiques qui la constituent à la lumière du discours de M. Gorbatchev tenu au Soviet Suprême le 26 août,
- la coopération économique avec l'URSS et les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO),
- la Yougoslavie.

Sur le premier point, la déclaration ci-jointe a été adoptée, tandis que sur les points 2 et 3 (discutés ensemble), les ministres ont décidé de ne pas faire de déclaration écrite. Pour la Commission étaient présents : le président Delors, le vice-président Andriessen et le commissaire Matutes.

Le point sur la Yougoslavie a été discuté au cours du dîner (ministres et directeurs politiques, pour la Commission : MM. Delors et Matutes) et a donné lieu à une déclaration (voir ci-dessous).

Une conférence de presse conjointe des Présidents du Conseil, M. van den Broek, et de la Commission, M. Delors, a eu lieu avant le dîner.

En ce qui concerne la reconnaissance des Pays Baltes, la décision d'y procéder sans délai à fait l'unanimité, même si chaque pays membre va y donner suite, avec les instruments diplomatiques adéquats (aucun pays n'a reconnu l'annexion, sauf les Pays-Bas et l'Espagne). La spécificité de ces pays par rapport aux autres Républiques (il ne peut s'agir d'un précédent) pour des raisons historiques a été soulignée par tous les ministres.

Sur les deux autres points à l'ordre du jour, M. Delors a défini trois priorités pour l'URSS :

- un plan d'assainissement économique classique, ordonné par le Fonds

Monétaire International, avec l'aide de la Communauté et des autres grandes puissances, pour lui permettre de lutter contre un processus d'inflation à la sud-américaine,

- le remplissage des magasins pour aider à l'assainissement économique, éviter les tensions sociales et atténuer le fort mécontentement d'une partie de la population,
- la modernisation de l'économie soviétique pour l'insérer dans l'économie internationale, réforme qui ne peut être entamée sans avoir un cadre institutionnel solide.

M. Andriessen a dit qu'en principe les priorités prévues par la coopération économique ne changeront pas (importance de la distribution alimentaire). Il est prématuré de considérer une répartition des 400 Mécus d'assistance technique pour les Pays Baltes (études économiques en cours).

En vue du Conseil Affaires Générales prévu pour la semaine prochaine (date à confirmer), la Commission va présenter :

- des propositions complémentaires concernant le mandat pour les accords d'association avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne,
- des possibilités d'ouverture avec la Bulgarie et la Roumanie (accords d'association ou autres),
- l'examen des possibilités avec l'Albanie (accord classique),
- une orientation sur les relations CEE/Pays Baltes (toutes les possibilités seront examinées).

- 2 -

M. Andriessen va se rendre en URSS probablement à la fin de la semaine prochaine pour éclairer la situation pour la mise en oeuvre de l'accord d'assistance technique signé le 2 août et pour examiner la répartition entre l'Union et les Républiques.

Le sommet européen reporté va être convoqué mi-septembre et MM. Gorbatchev et Eltsine y seront peut-être invités.

Déclaration on the Baltic States

The Community and its member States warmly welcome the restoration of the

sovereignty and independence of the Baltic States which they lost in 1940. They have consistently regarded the democratically elected parliaments and governments of these states as the legitimate representatives of the Baltic peoples. They call for open and constructive negotiations between the Baltic States and the Soviet Union to settle outstanding issues between them.

It is now time, after more than fifty years, that these States resume their rightful place among the Nations of Europe. Therefore, the Community and its member States confirm their decision to establish diplomatic relations with the Baltic States without delay. Implementing measures will be taken by member States individually.

The Community and its member States look forward to the early membership and participation of the Baltic States in all relevant international organisations, such as the United Nations, CSCE and the Council of Europe.

The Community and its member States underline their commitment to support the Baltic States in their economic and political development. The Commission will explore all avenues for economic cooperation between the Community and the Baltic States and will put forward early proposals to that effect.

The Community and its member States extend a cordial invitation to the Foreign Ministers of the Baltic States to attend their next meeting early September.

Declaration on Yugoslavia

The European Community and its member States are dismayed at the increasing violence in Croatia. They remind those responsible for the violence of their determination never to recognise changes of frontiers which have not been brought about by peaceful means and by agreement. It is a deeply misguided policy on the part of the Serbian irregulars to try to solve the problems they expect to encounter in a new constitutional order through military means. It is even more disconcerting that it can no longer be denied that elements of the Yugoslav People's Army are lending their active support to the Serbian side. The Community and its

member States call on the Federal Presidency to put an immediate end to this illegal use of the forces under its command.

- 3 -

The Community and its member States will never accept a policy of a fait accompli. They are determined not to recognise changes of borders by force and will encourage others not to do so either.

Territorial conquests, not recognised by the international community, will never produce the kind of legitimate protection sought by all in the new Yugoslavia. Such protection can be brought about only by negotiations based on the principle of the fullest protection of the rights of all, wherever they may live in Yugoslavia.

The European Community and its member States call on Serbia to lift its objection to the extension of the activities of their Monitor Mission in Croatia. Recent events have shown that without a comprehensive and effective cease-fire and impartial foreign monitors the situation in Yugoslavia cannot be sufficiently stabilised to allow for productive negotiations to be held.

In view of the deteriorating situation in Yugoslavia the European Community and its member States have asked the Presidency to request the Chairman of the CSCE Committee of Senior Officials to advance the additional meeting of that Committee, agreed on during its second emergency meeting on 9 August 1991, to early September.

The Community and its member States cannot stand idly by as the bloodshed in Croatia increases day by day. An agreement on the monitoring of the cease-fire and its maintenance should allow the Community and its member States to convene a peace conference and establish an arbitration procedure.

This peace conference will bring together :

- on the part of Yugoslavia, the Federal Presidency, the Federal Government and the Presidents of the Republics;
- the President of the Council, representatives of the member States and the Commission.

The arbitration procedure in the framework of this peace conference will be established as follows. The relevant authorities will submit their differences to an Arbitration Commission of five members chosen from the Presidents of Constitutional Courts existing in the Community countries.

The composition of the Arbitration Commission will be :

- two members appointed unanimously by the Federal Presidency,
- three members appointed by the Community and its member States.

In the absence of agreement on the members to be appointed by the Federal Presidency, they will be designated by the three members appointed by the Community.

This Arbitration Commission will give its decision within two months.

- 4 -

In the absence, by 1 September 1991, of an agreement on the monitoring of the cease-fire and its maintenance and on the peace conference, the Community and its member States will consider additional measures, including international action. To this effect they will convene a meeting to which they will invite the Presidents and the representatives of the Federal Presidency of the Republics which support these two steps. The Prime Minister and the Foreign Minister of the Federal Government will also be invited to this meeting.

The Presidency has sent a special envoy to Yugoslavia to clarify the Twelve's position in this regard. The member States which are members of the Security Council will bring this declaration to the attention of that body.
